

Décret n° 2-94-589 du 2 joumada II 1416 (27 octobre 1995) pris pour l'application de la loi n° 33-94 relative aux périmètres de mise en valeur en bour.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la loi n° 33-94 relative aux périmètres de mise en valeur en bour promulguée par le dahir n° 1-95-10 du 22 ramadan 1415 (22 février 1995) ;

Après examen par le conseil des ministres réuni le 24 rejeb 1415 (27 décembre 1994),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le périmètre de mise en valeur en bour prévu à l'article 2 de la loi susvisée n° 33-94 est délimité par décret pris sur proposition du ministre de l'agriculture et de la mise en valeur agricole, après avis du ministre d'Etat chargé de l'intérieur et du ministre des finances. Ce décret est publié au « Bulletin officiel ».

ART. 2. — La commission locale de mise en valeur agricole prévue à l'article 5 de la loi précitée n° 33-94 comprend, outre les membres prévus au dernier alinéa dudit article :

- un représentant du gouverneur de la province ou de la préfecture concernée, président ;
- deux techniciens désignés par le ministre de l'agriculture et de la mise en valeur agricole ;
- un représentant du ministre des travaux publics.

Le président peut inviter à participer, à titre consultatif, aux réunions de la commission toute personne susceptible d'en éclairer les débats.

Le siège et le ressort de chaque commission locale de mise en valeur agricole sont fixés par arrêté conjoint du ministre de l'agriculture et de la mise en valeur agricole et du ministre d'Etat chargé de l'intérieur.

La commission se réunit au moins quatre fois par an à l'initiative de son président, et chaque fois qu'il est nécessaire.

Elle délibère à la majorité des voix. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Le secrétariat de la commission est assuré par un représentant du ministère de l'agriculture et de la mise en valeur agricole.

Les procès-verbaux des réunions sont signés du président et du secrétaire de la commission.

ART. 3. — Le programme d'équipement externe et interne aux propriétés agricoles prévu à l'article 6 de la loi précitée n° 33-94 est établi par la direction provinciale de l'agriculture ou l'Office régional de mise en valeur agricole concerné.

ART. 4. — Le programme définitif d'équipement externe et interne aux propriétés agricoles prévu à l'article 9 de la loi précitée n° 33-94 est fixé par arrêté du ministre de l'agriculture et de la mise en valeur agricole, après avis de la commission locale de mise en valeur agricole. Cet arrêté édicte également les interdictions et les restrictions nécessitées par l'exécution des travaux.

Un arrêté, pris dans les mêmes formes, fixe les opérations à réaliser dans les zones d'amélioration pastorale et les zones de conservation des sols, visées respectivement aux articles 23 et 37 de la loi précitée n° 33-94.

ART. 5. — Les indemnités prévues aux articles 13 et 45 de la loi précitée n° 33-94 sont accordées par le ministre de l'agriculture et de

la mise en valeur agricole, après avis de la commission locale de mise en valeur agricole.

Les indemnités prévues aux articles 28 et 44 de la loi précitée n° 33-94 sont versées par le ministre de l'agriculture et de la mise en valeur agricole.

ART. 6. – La fin de la réalisation des travaux d'équipement interne mis à la charge des propriétaires, visée à l'article 13 de la loi précitée n° 33-94, est notifiée par le ministre de l'agriculture et de la mise en valeur agricole aux intéressés par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le paiement de la participation, prévue au même article, est exigible dans un délai de six mois à compter de la fin des travaux.

Toutefois, les intéressés, pour bénéficier de l'échelonnement prévu au deuxième alinéa de l'article 15 de la loi précitée n° 33-94 doivent adresser, dans le délai maximum de six mois à compter de la fin des travaux, une demande au ministre des finances.

ART. 7. – La « superficie minimum d'exploitation » prévue aux articles 16 et 42 de la loi précitée n° 33-94 est fixée par arrêté du ministre de l'agriculture et de la mise en valeur agricole.

ART. 8. – La mise en demeure prévue à l'article 20 de la loi précitée n° 33-94 est notifiée aux propriétaires ou exploitants concernés par le gouverneur de la province ou de la préfecture intéressée, sur proposition du directeur de l'Office régional de mise en valeur agricole ou du directeur provincial de l'agriculture.

Les amendes administratives prévues à l'article 21 de la loi précitée n° 33-94 sont infligées aux propriétaires ou exploitants concernés par le gouverneur de la province ou de la préfecture intéressée, sur proposition du directeur de l'Office régional de mise en valeur agricole ou du directeur provincial de l'agriculture.

ART. 9. – Le ministre de l'agriculture et de la mise en valeur agricole fixe par arrêté :

- la création et la délimitation des parcelles de mise en défens, prévues à l'article 27 de la loi précitée n° 33-94 ;
- l'ouverture des parcelles de mise en défens, prévue à l'article 29 de la loi précitée n° 33-94 ;
- la période de mise en défens, prévue à l'article 44 de la loi précitée n° 33-94 ;
- Le nombre maximum et l'espèce des animaux à admettre dans la zone d'amélioration pastorale, prévus au 3^e alinéa de l'article 30 de la loi précitée.

ART. 10. – Les modalités d'établissement de la liste nominative des éleveurs, prévue à l'article 30 de la loi précitée n° 33-94, ainsi que celles de délivrance et de cession de la carte de parcours, prévues au même article, sont fixées par arrêté du ministre de l'agriculture et de la mise en valeur agricole.

ART. 11. – Le montant et les modalités de fixation et de recouvrement de la redevance annuelle prévue à l'article 33 de la loi précitée n° 33-94 sont définis par arrêté conjoint du ministre de l'agriculture et de la mise en valeur agricole, du ministre d'Etat chargé de l'intérieur et du ministre des finances.

La redevance ci-dessus visée remplace celle instituée par l'arrêté du 5 jourmada I 1339 (15 janvier 1921) réglant le mode d'exercice du droit au parcours dans les forêts domaniales.

ART. 12. – Les délais prévus au dernier alinéa de l'article 39 de la loi précitée n° 33-94 sont fixés par le directeur de l'Office régional de mise en valeur agricole ou le directeur provincial de l'agriculture concerné.

ART. 13. – L'exécution des travaux d'entretien, prévue à l'article 43 de la loi précitée n° 33-94 est constatée par l'Office régional de mise en valeur agricole ou la direction provinciale de l'agriculture concernée.

ART. 14. – Les terrains frappés d'expropriation, prévus à l'article 53 de la loi précitée n° 33-94, sont désignés par décret pris sur proposition conjointe des ministres de l'agriculture et de la mise en valeur agricole, de l'intérieur et des finances.

ART. 15. – Le ministre d'Etat à l'intérieur, le ministre de l'agriculture et de la mise en valeur agricole et le ministre des finances et des investissements extérieurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 2 jourmada II 1416 (27 octobre 1995).

ABDELLATIF FILALI.

Pour contreseing :

Le ministre d'Etat à l'intérieur,
DRISS BASRI.

*Le ministre de l'agriculture
et de la mise en valeur agricole,*
HASSAN ABOU AYOUB.

*Le ministre des finances
et des investissements extérieurs,*
MOHAMMED KABBAJ.